

Fédé BTP 84, les Coulisses du bâtiment, Donner le goût de la construction aux jeunes



La Fédération du bâtiment et des Travaux publics de Vaucluse a reçu plus de 160 élèves, professeurs, personnes en reconversion professionnelle et en recherche d'emploi lors des coulisses du bâtiment, à l'occasion de la construction d'un quartier aménagé par Grand Delta Habitat, la Zac des Oliviers, rue de Provence, à Morières-lès-Avignon.



Ecrit par le 2 décembre 2025



De gauche à droite Joël Hayet architecte de l'agence Mach et Hayet ; Xavier Sordelet directeur général de GDH $\,$

et Daniel Léonard président de la Fédé BTP 84 Copyright MMH

Plus de 165 personnes se sont rendues aux Coulisses du BTP, jeudi 10 octobre, à l'occasion de l'opération nationale déployée dans l'hexagone sur 250 sites. Objectif ? Faire connaître les métiers du BTP au grand public, aux jeunes et aux adultes en reconversion, afin de susciter des vocations, proposer de rencontrer des professionnels des différentes filières ainsi qu'un accès aux études et formations pertinentes.

Dans le détail

C'est ainsi que les élèves et les enseignants des lycées des métiers <u>Domaine d'Eguilles</u> et le LEA (Lycée d'enseignement adapté) Paul **Vincensini** tous deux à Vedène, des métiers <u>Maria Casarès</u> d'Avignon, <u>Alphonse Benoît</u> de l'Isle-sur-la-Sorgue, le collège LPO (lycée professionnel - CFA) <u>Philippe de Girard</u>



à Avignon, l'Agence <u>France Travail Avignon Joly Jean</u> et la <u>Mission locale Grand Avignon</u> se sont rendus Zac des Oliviers, rue de Provence à Morières-lès-Avignon.

Une balade instructive

La raison ? Visiter les chantiers de construction de 30 logements collectifs et 5 maisons individuelles imaginés par <u>Grand Delta Habitat</u>. Les visiteurs ont pu assister à une présentation des métiers du BTP, ont été sensibilisés à la prévention, à la santé et à la sécurité ainsi qu'au démontage d'une grue. L'<u>Ecir</u>, Ecole de la construction, des infrastructures et réseaux de Mallemort-de-Provence et l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (<u>OPPBTP</u>) étaient partenaires de l'événement. Batri Diaz, entreprise Bollenoise de travaux de maçonnerie générale et de gros œuvre de bâtiment et Sud Bâtiment (également entreprise générale de travaux et de gros œuvres) étaient les deux entreprises adhérentes de la Fédé BTP présentes sur les chantiers.



Copyright MMH

Le bâtiment en chiffres

En Vaucluse,

la Fédération a recensé 9 300 établissements dont 2 300 emploient entre un salarié et plus dans le secteur de la construction ce qui représente 12% du tissu économique. Sur le plan de la formation 1 200 jeunes accèdent aux métiers de la production dont 70% en apprentissage.

«Le BTP est un secteur d'avenir, a souligné Daniel Léonard, président de la Fédé BTP84, où chacun peut faire carrière du CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) au diplôme d'ingénieur. Les enjeux de demain ? Des hommes et des femmes acteurs de la construction, de la rénovation des routes, des écoles, des hôpitaux et des maisons.»

La Fédé BTP84

Son histoire

La Fédération du bâtiment et des travaux publics existe depuis 120 ans, accompagnant ses adhérents sur les enjeux de la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises), de l'emploi, des énergies renouvelables, le développement du marché de la rénovation énergétique et de la construction neuve.

Aujourd'hui

La Fédé compte 400 entreprises adhérentes et 5 200 salariés dans tous les corps de métiers artisans, Pme (Petites et moyennes entreprises), gros œuvre, second œuvre, travaux publics, promoteurs, aménageurs, constructeurs de maisons individuelles, architectes, bureaux d'études, carriers, locatiers, industriels, avocats, banques, assurances...

Ses missions

Intervenir auprès des Pouvoirs publics pour tout ce qui concerne le marché des entreprises et les conditions d'exercice de la profession ; Apporter son expertise auprès de ses adhérents pour la défense et l'assistance aux entreprises ; Assurer la promotion de l'image de la profession, de ses métiers et de ses entreprises.

Au plan national,

Le BTP représente 215M€ de travaux ; 1,759 millions d'actifs salariés et 369 000 non-salariés et 104 000 intérimaires ; 181 000 entreprises et équivaut à la moitié du poids de l'industrie.



Ecrit par le 2 décembre 2025



Copyright MMH

Ils ont dit

Daniel Léonard, président de la Fédé BTP84

«Grand Delta Habitat est, pour nous, le plus important donneur d'ordre de la construction et nous sommes fiers de présenter ses chantiers à nos futurs employés qui seront entre 10 et 15% à rejoindre nos rangs. Pour l'heure, ces jeunes ne sont pas prêts pour leur orientation cherchant leur place et leur formation. A ce propos nous sommes en difficulté car l'Etat a annoncé la suppression de l'aide à la formation qui passerait de 6 000 à 4 500€ et peut-être moins. Cela nous poussera à faire un choix entre maintenir nos employés par rapport à l'activité de la construction ou former des jeunes. Aujourd'hui, nous nous trouvons face à des personnes qui partent à la retraite et à des salariés âgés d'entre 35 à 40 ans qui quittent le métier. D'un autre côté il est difficile de faire venir des personnes de l'extérieur alors que l'on ne peut pas les loger. Alors, si nous n'arrivons pas à maintenir la formation des jeunes, à



maintenir nos effectifs et à faire venir des personnes de l'extérieur ça va devenir compliqué. Si le BTP est un outil de production facile à défaire il est très difficile à relancer, notamment lorsque l'activité reprendra alors que le savoir-faire nous fera défaut. Au chapitre de l'économie où la crise du logement et de la construction demeurent, nous observons une baisse du recours à l'intérim. Les défaillances d'entreprises sont en augmentation. Enfin, désormais, les chefs d'entreprise ne cherchent plus à transmettre leur outil de travail. En cause ? Des candidats repreneurs dont ils ne seraient pas sûrs.»

Xavier Sordelet, directeur général de Grand Delta Habitat

«Nous avons souhaité accueillir les jeunes dans ce quartier de la Zac des Oliviers afin de leur montrer ce projet pour lequel nous avons concouru il y a plusieurs années. Ce programme propose du locatif social terminé, des bâtiments déjà sortis de terre : accession, maisons individuelles et bâtiments collectifs sur deux chantiers en cours. Nous sommes également engagés dans une politique forte d'intégration avec 21 contrats de professionnalisation et d'apprentissage. Ces jeunes sont la relève de ceux qui partent en retraite, qui se forment à la fois à l'école et chez nous, encouragés et encadrés par nos salariés qui accomplissent de l'excellent travail. Nous maintenons également l'aide à l'embauche. Grand Delta Habitat investi, par an, environ 125M€ qui vont passer à 50M€ sur la réhabilitation -notamment avec les opérations Anru (Agence nationale pour la rénovation urbain), et 75M€ en construction neuve.»

« La Zac des Oliviers

qui reçoit les Coulisses du bâtiment comprend actuellement 170 logements en individuels et collectifs en locatif et en accession à la propriété, des maison en PSLA (Prêt social location accession) et en BRS (Bail social solidaire), précisait Xavier Sordelet. Des parcelles de lotissement, dont un important lot en son centre est actuellement en pré-commercialisation avec 36 logements dont de l'accession est portée par Grand Delta Habitat. Une forêt comestible (verger) remplacera le projet de jardins solidaires. »







Copyright MMH

Conjoncture

L'observatoire économique de la construction en Provence-Alpes-Côte d'Azur -Le Cerc Paca- vient de dévoiler les chiffres de la filière construction. En un an, les mises en chantier ont baissé de 12,9% ce qui correspond à 2 600 logements en moins tandis que les autorisations accusent un retrait de 40% soit 2 300 logements.

Le Bâtiment

La commercialisation de logements neufs est en berne avec un recul de presque 62% de mise en vente de logements (290), presque 50% de réservations en moins et un stock disponible affiché à -12,8%.

Les locaux neufs

Bâtiments agricoles, privés, industriels, commerces, bureaux, entrepôts, autres locaux accusent une baisse de mise en chantier de plus de 9% et un retrait des autorisations de presque 11%.

Les appels d'offre de la commande publique

Les appels d'offres travaux publiés sont en retrait de plus de 16% quand le montant des appels d'offre travaux publiés sont à presque +7% pour 690M€.

Industrie des matériaux

La production de béton prêt à l'emploi a augmenté de 3% ce qui représente 371 740m3.

Les dispositifs de l'Etat

Le Prêt à taux zéro+ (PTZ+), distribué dans le neuf a augmenté de plus de 28% ce qui correspond à 50 prêts. Le PTZ+ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000€ maximum pour financer les travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires ou à ceux qui mettent en location. Le volume de travaux réalisé est de 2,33M€.

L'emploi salarié et intérimaire

L'emploi salarié et intérimaire accuse un retrait de presque 4% ce qui représente 13 565 salariés, même chose pour les intérimaires de la construction avec un recul de 2,5% ce qui correspond à 1 242 équivalents temps plein. Sans surprise les demandes d'emploi reculent de 5,2%.

Les défaillances d'entreprises

atteignent les presque 26% par rapport à l'an passé, ce qui a concerné 477 salariés.



Ecrit par le 2 décembre 2025



Copyright MMH

Fédé BTP 84, Face à la prévention, l'Union fait la force





Ecrit par le 2 décembre 2025



Nous sommes invités à la Fédé BTP à l'occasion d'une réunion du Pole prévention OPP BTP 84 (Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics). Autour de la table, les acteurs de la filière BTP et les services de l'Etat. Objectif ? Améliorer la prévention et la sécurité des conditions de travail du BTP au moyen de la communication, de l'information, de l'assistance opérationnelle et des conseils juridiques. Une initiative vauclusienne unique en France.

Autour de la table?

Thomas Jurczyk de l'OPPBTP (Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics); Olivier Audoly ingénieur conseil de la Carsat Sud-Est (Caisse d'assurance Retraite, santé, travail); Olivier Cousi, directeur du CFA Florentin Mouret (Centre de formation des apprentis); Cédric Bosse, en charge du service économique de la Capeb Vaucluse (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) et représentant des artisans du bâtiment; Yann Le Cam, directeur de l'AIST 84 (Association interentreprises pour la santé au travail du Vaucluse et émanation du Conseil



départemental) ; <u>Françoise Lesauvage</u>, responsable de l'Unité contrôle DDETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités), inspection du travail et <u>Emilie Pascal</u>, responsable de l'Unité de contrôle DDETS, tous conviés à se retrouver tous les trimestres, à l'invitation d'<u>Emmanuel Méli</u>, secrétaire général de la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de Vaucluse.

Ce qu'ils ont dit





Ecrit par le 2 décembre 2025

Françoise Lesauvage

Françoise Lesauvage,

Responsable de l'Unité contrôle DDETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités), inspection du travail.

«Ce qui est important dans ces réunions débutées en 2018, c'est que nous sommes différents acteurs qui œuvrons au quotidien sur le terrain pour la prévention et la sécurité des travailleurs du bâtiment, entame Françoise Lesauvage. Nos compétences, qui se complètent et se croisent, nous permettent de toucher les mêmes publics, qui sont cependant différents, selon les organismes que nous représentons. Notre problématique ? Pour le Ministère du travail, le BTP est une branche qui attire particulièrement l'attention du fait de la dangerosité des métiers et des possibles accidents du travail.»

Le travail sécurisé

«Ce qui nous interpelle ? Le travail dissimulé qui est en lien étroit avec la santé et la sécurité. Il est difficilement quantifiable car il intervient sous diverses formes. Il peut s'immiscer dans la sous-traitance, même si celle-ci n'est pas du travail dissimulé, mais lorsqu'elle est organisée en cascade, elle fait appel à des entreprises qui sont peut-être moins vertueuses, moins équipées et plus modestes, cette 'organisation' finissant par nuire aux salariés en matière de statut social, de santé et sécurité.»

Ce que j'aimerais aborder

«La règlementation du Code du travail évolue, notamment au niveau des solidarités des maîtres d'ouvrage. C'est là que le Pôle de travail suscite autre chose qu'un travail règlementaire parce qu'on est persuadés, en tant que professionnels, que ce qui est décidé en amont de la définition du cahier des charges a un impact sur la manière dont le chantier sera réalisé et dans l'organisation des entreprises et de leurs salariés. Lorsque le maître d'ouvrage décide, sur un chantier, de créer un lot zéro pour y inclure la sécurité, les moyens de protection collectifs, les voies et réseaux, cela évite que la responsabilité individuelle de chaque entreprise soit la seule mise en cause. Notre communication auprès des donneurs d'ordre est donc, là, essentielle.»





Ecrit par le 2 décembre 2025

Olivier Audoly

Olivier Audoly, ingénieur conseil de la Carsat Sud-Est (Caisse d'assurance Retraite, santé, travail)

«Le BTP une des activités qui connaît la plus forte sinistralité, notamment en ce qui concerne les maladies professionnelles qui impactent beaucoup l'humain et aussi en termes financiers pour les entreprises, induisant des enjeux sociaux en cas de blessure, de handicap et de décès. Comment la personne blessée ou handicapée va-t-elle pouvoir vivre après l'accident ? Que va devenir sa famille avec cette perte de ressource et de travail... Effectivement, l'objectif de nos réunions est aussi d'essayer de réduire les accidents du travail de façon directe ou indirecte.»

Avez-vous observé une différence notable sur le terrain depuis 2018, date de la création de votre cellule de partage d'informations ?

«Les facteurs économiques influent aussi beaucoup sur la vie des entreprises. La période Covid a infléchi les chiffres qui étaient tout de même régulièrement à la baisse, même si l'activité a subi une forte sinistralité. Aujourd'hui ? Les entreprises sont en difficulté et la prévention des risques reste un des premiers volets à passer à la trappe lorsqu'il s'agit de répondre à un appel d'offre et de faire des économies. La prévention est la partie invisible de la filière BTP, rejoignant aussi la problématique du moins disant. Quelle que soit l'activité de l'entreprise, il n'y a rien de plus terrible que de faire une enquête sur un accident grave ou mortel. Face au drame, il y a cette détresse des gens sur le chantier...»

Pour conclure?

«La philosophie et les décisions du maître d'ouvrage jouent un rôle déterminant en termes de prévention. C'est aussi à lui de mettre en place la structure, l'organisation et les moyens nécessaires pour que les entreprises puissent intervenir dans les meilleures conditions. La responsabilité des accidents n'est pas uniquement due aux entreprises, elle l'est aussi, parfois, à la mauvaise organisation d'un chantier ou à des prises de chantiers à des prix anormalement bas.»





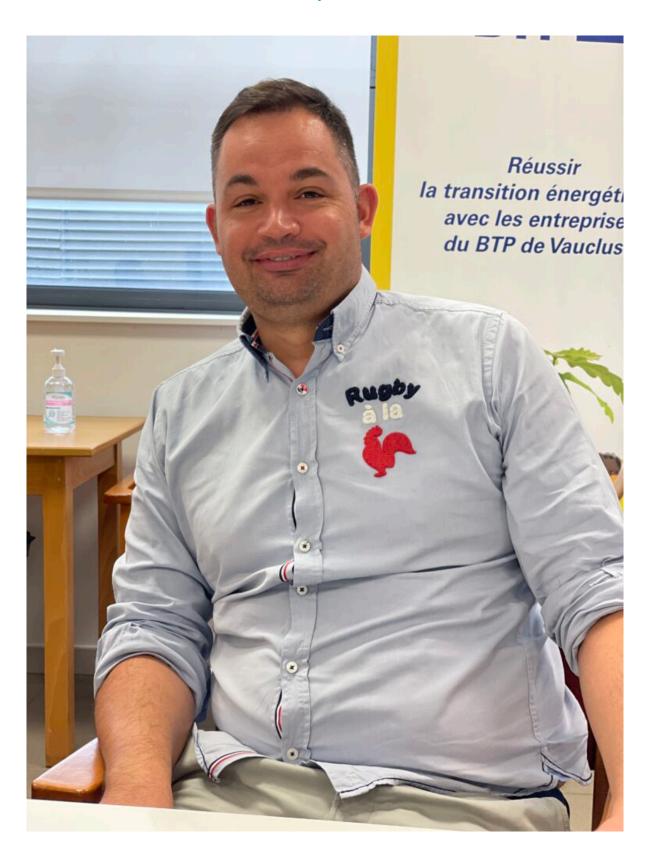


Cédric Bosse

Cédric Bosse, en charge du service économique de la Capeb Vaucluse (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) et représentant des artisans du bâtiment

«Les drames qui voient le jour nuisent à notre image, au secteur d'activité et concourent à délaisser les métiers du BTP. Le Pôle prévention nous permet de travailler ensemble, de faire passer les messages, notamment lorsque de nouvelles entreprises sont créées. Nous avons également participé à un forum sur l'amiante tous ensemble, à Monteux, en 2018, ce qui nous avait permis d'être à la fois nombreux et représentatifs.»





Emmanuel Méli

Emmanuel Méli, secrétaire-général de la Fédé BTP 84

«Nous sommes les premiers et les seuls -à notre connaissance-, en France, à nous être réunis -acteurs de l'action de bâtir et institutionnels- autour de la sécurité et de la santé. Mais pour répondre à votre question sur le travail dissimulé, je dirais qu'il n'y a pas vraiment de tailles d'entreprises privilégiées pour la sous-traitance dissimulée et que ce phénomène peut toucher tous types d'entreprises. Je pense notamment aux entreprises qui se sont engouffré dans la pose de panneaux photovoltaïques pour profiter de la manne fiscale. Elles se créaient du jour au lendemain sans aucune forme de professionnalisme, de formation et de notions de sécurité.»

Concernant nos actions?

«Nous les mettons chacun en œuvre face à nos publics spécifiques et commun. L'idée de ces réunions ? Partager les remontées d'information et mutualiser les actions de communication, également développer notre présence au sein de réunions, de forums, sur les réseaux sociaux, afin d'intervenir le plus largement possible.»

Une initiative de l'OPPBTP

«La création du Pôle prévention santé est une initiative de l'OPPBTP -organisme de prévention- qui souhaitait participer à une communication plus transverse puisque nous sommes l'une des rares filières à posséder sa propre mutuelle et assureurs. Si la Fédération et la Capeb sont un peu les ambassadrices des fédérations, il reste un public qui n'est adhérent nulle part et n'a pas toujours accès aux informations professionnelles. La Carsat est aussi là parce qu'il n'y a pas que le côté gendarme et sanctions car la majorité de nos actions sont la prévention, l'audit, et l'anticipation.»

A quels risques sont exposés les salariés du BTP?

Pour le bâtiment, il s'agira des troubles musculo-squelettiques (TMS) suivis de chutes de hauteur ou de plain-pied. Pour les travaux publics, il s'agira du risque d'enfouissement, notamment lors de la création de tranchées. Les autres risques ? Les diverses addictions dont peuvent être porteurs les salariés tels que la drogue et l'alcool.

Innovation et organisation du travail

«Nous constatons trop de précipitations dans la préparation du chantier et des offres anormalement basses. Lorsque l'on est à moins de 40 à 50% du coût de revient, il y a forcément des économies faites sur le personnel et la sécurité. A propos de l'innovation et de la lutte contre la pénibilité, les exosquelettes –pour lutter contre les TMS, troubles musculosquelettiques- commencent à faire leur apparition avec la mise en place du Lean management qui intègre l'organisation des chantiers. Concernant le travail en hauteur, nous avons l'exemple d'une entreprise spécialisée dans la couverture qui a investi dans un drone pour effectuer la prise de photos et vidéos. Cela permet au technicien de moins monter sur le toit, d'aller beaucoup plus vite dans la prise des côtes et de sécuriser son travail avant d'intervenir. En digitalisant son métier, il minimise le risque d'accident, tout en gagnant du temps et donc de la productivité.»

La féminisation de la profession



«Nous tenons beaucoup à la féminisation de la profession. Celle-ci se révèle plutôt importante dans la partie 'back office' et administrative. Sur les chantiers, les femmes œuvreront majoritairement dans le second œuvre comme la peinture, l'électricité, également le carrelage et montent en encadrement via la formation continue pour devenir conducteur d'engin, cheffe d'équipe, de chantier, conducteur de travaux…»







Olivier Cousi

Olivier Cousi, directeur du CFA Florentin Mouret (Centre de formation des apprentis) à Avignon

«Nous sommes là pour former les salariés du bâtiment de demain. Tout part d'une bonne formation à la prévention d'entrée de jeu, ce qui résout déjà beaucoup de problèmes. Car ces futurs professionnels arrivent sur les chantiers avec de vraies notions de sécurité. Au programme ? Des habilitations pour travailler en hauteur, des habilitations électriques... Nous pensons qu'on n'apprend jamais mieux que sur le tas, mais en étant sensibilisé aux risques. Les remontées des apprentis ? Ils nous disent que sur les chantiers ce que nous leur apprenons ne se fait pas toujours, alors nous leur rétorquons que lorsqu'ils seront patrons, ou chefs d'équipe, ils devront faire ce qu'ils auront appris avec nous, devenant ainsi nos relais pour la prévention. Nous avons observé que sur les grands chantiers, la prévention sécurité reste incontournable.» Le CFA Florentin Mouret d'Avignon accueille 1 000 élèves dont 40 filles, tous métiers confondus.

Mon analyse

«Plus la prévention est inculquée précocement, dans le parcours professionnel, plus elle se révèle efficace. Ce sera, en tant que CFA, notre contribution à la prévention en souhaitant que dans les 10, 15 ans à venir, tous nos apprenants seront devenus de grands professionnels, voire des patrons, mettant en œuvre ce qu'ils auront appris.»





Ecrit par le 2 décembre 2025

Emilie Pascal

Emilie Pascal, responsable de l'Unité de contrôle DDETS

«Procédez-vous à de nombreux contrôles sur les chantiers ? En 2022 l'Inspection du travail a effectué 475 interventions sur les chantiers vauclusiens. Il est le principal secteur d'activité pour nos agents. En termes de suites ? La moitié des amendes administratives du département concerne ce même secteur. Nous intervenons particulièrement sur l'hygiène, notamment sur les bases de vie. Ce que nous observons en matière de risques ? Les chutes de hauteur sont le 1^{er} risque d'accident mortel, devant le travail illégal -de la dissimulation de l'emploi salarié à un faux statut, un faux autoentrepreneur, un emploi salarié sans autorisation de travail…»

«Concernant nos réunions trimestrielles, l'information que nous partageons au cœur du Pôle prévention, nos différentes missions permettent d'enrichir nos champs de compétence. Si le cœur de notre métier est le contrôle, assorti de sanctions, le volet sensibilisation et information des employeurs et des salariés reste fondamental.»







Yann Le Cam

Yann Le Cam, directeur de l'AIST 84 (Association interentreprises pour la santé au travail du Vaucluse)

«La sinistralité touche plutôt les petites entreprises. Notre concertation connait un vrai impact notamment lorsque nous nous penchons sur cet important réseau de petites entreprises. Notre travail principal reste la prévention, même si chacun travaille dans un cœur de métier qui est différent de celui des autres.»

Ce que l'on ne discerne pas ?

«Tous les coûts cachés indirects notamment lorsqu'un salarié est en arrêt de travail. C'est aussi un secteur d'activité qui intervient dans l'usure physique de la carrière des salariés, notamment avec les troubles musculo-squelettiques -TMS- ce qui est à prendre en compte lors de l'allongement du nombre d'années de travail, qu'actuellement nous vivons.»

Ce que j'aimerais dire ?

«On a tous, dans nos diverses activités, l'occasion d'entrer en contact avec des apprentis, des salariés, des chefs d'entreprise. Il est donc important de véhiculer un message cohérent et complémentaire pour un même objectif. C'est aussi la raison pour laquelle se connaître permet d'orienter les professionnels vers le bon interlocuteur, parce que l'on connaît les missions de chacun.»





Thomas Jurczyk

Thomas Jurczyk de l'OPPBTP (Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics)

«Nous sommes un organisme paritaire dont l'objet est de faire de l'accompagnement, de la sensibilisation et de la formation à la prévention. Nos partenaires sont de grandes institutions professionnelles, privées, qui militent pour la prévention, chacun avec des outils et des moyens de communication qui sont propres à leur activité. Nous en sommes le canal central sur le Vaucluse. Nous utilisons nos canaux, lors de campagnes et programmes partagés, sur le territoire de Vaucluse afin de toucher le plus grand nombre.»

La prévention ça coûte ou ça rapporte ?

«Nos études prévention et performance mettent en avant que chaque euro investi permet d'améliorer les conditions de travail du personnel, l'organisation du chantier et l'encadrement technique de l'entreprise. Cela induit une meilleure compétitivité de l'entreprise qui s'engage, alors, dans un rendement plus important.»

Pour finir

«Ces rencontres trimestrielles nous enrichissent des problématiques de chacun et permettent d'adapter notre discours aux entreprises afin d'approcher du zéro accident de chantier et du zéro arrêt de travail. Une entreprise qui va bien est une entreprise qui n'a pas d'accidents. C'est toute la légitimité de notre action commune.»





De gauche à droite, Emmanuel Méli, Thomas Jurczyk, Cédric Bosse, Olivier Cousi, Olivier Audoly, Françoise Lesauvage, Emilie Pascal et Yann Lecam